

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers

AVENANT DU 7 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA 2007
(AUVERGNE)

NOR : ASET0750527M
IDCC : 1702

Entre :

La fédération des travaux publics de la région Auvergne,

D'une part, et

La CFDT section construction et bois Auvergne ;

Le syndicat FO BTP ;

La CFTC,

D'autre part,

au cours de la commission paritaire qui s'est tenue le 7 décembre 2006, et en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Barèmes salariaux minima pour les ouvriers
des travaux publics en Auvergne*

Pour l'année 2007, les valeurs minima annuelles des catégories et coefficients de la classification des ouvriers des travaux publics s'établissent comme suit, en Auvergne, sur la base d'une durée de travail égale à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année.

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	VALEUR annuelle du point	SALAIRES MINIMA annuels (base 35 heures)
I	1	100	162,07	16 207,00
	2	110	148,56	16 341,60
II	1	125	134,81	16 851,25
	2	140	134,81	18 873,40
III	1	150	134,81	20 221,50
	2	165	133,94	22 100,10
IV		180	133,94	24 109,20

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur.

Article 2

Date et durée d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2007 et pour l'année 2007.

Elles annulent et remplacent celles de l'accord du 30 novembre 2005 applicables pour l'année 2006.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord est applicable au personnel ouvriers des entreprises de travaux publics de la région Auvergne (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme), étant entendu que la convention collective citée en préambule a été étendue.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé pour extension, conformément aux dispositions du code du travail, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Puy-de-Dôme et transmis, pour information, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire ainsi qu'aux conseils de prud'hommes de la région Auvergne.

Fait à Clermont-Ferrand, le 7 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)